



Premier bilan chahuté des épreuves du nouveau bac

- Les deux tiers des lycées ont convoqué les élèves aux premières épreuves de contrôle continu du bac, qui comptent pour 30 % dans la note finale
- Mais près de 15 % des proviseurs ont dû reporter les examens, face à une vive contestation, notamment à Paris, Créteil ou Clermont-Ferrand
- Bousculé au Parlement, le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, assure qu'une majorité d'élèves de 1^{re} ont pu composer sans perturbations
- Les enseignants s'inquiètent de leur capacité à organiser la seconde session, au printemps, et à surmonter les appels à la grève ou au boycottage
- A Nantes, Paris, Le Mans ou Rennes, il a fallu faire appel aux forces de l'ordre pour garantir l'accès aux salles d'examen

PAGE 10



FRANCE

Nouveau bac : « Le crash test est derrière nous »

Si les deux tiers des lycées ont passé les premières épreuves de contrôle continu, l'organisation des examens a été parfois très perturbée

Il y a ceux qui s'autorisent enfin à « souffler ». Et ceux qui savent qu'il va falloir « tout recommencer » : de 10 % à 15 % des proviseurs ont fait le choix, face au mouvement de contestation inédit qui a concerné, ces dernières semaines, la passation des premières épreuves du « bac Blanc », de reporter la session. Un tiers n'a pas encore donné le coup d'envoi, ayant jusqu'à la mi-mars pour le faire. Mais pour les deux tiers des établissements qui ont déjà convoqué ces épreuves communes de contrôle continu – les E3C, valant pour 30 % de la note finale du baccalauréat réformé –, l'heure d'un premier bilan a sonné.

Bilan positif, martèle-t-on au ministère de l'éducation, où l'on estime la contestation enseignante et lycéenne circonscrite à « certains lycées » de « certaines académies » – comme Paris, Clermont-Ferrand, Créteil... –, quand d'autres, à l'image d'Orléans-Tours ou d'Amiens, n'ont guère fait parler d'elles.

« Là où personne ne crée de désordre, les choses se passent tout à fait normalement », a assuré Jean-Michel Blanquer mercredi 5 février

lors des questions en séance publique au Sénat. Bousculé par des sénateurs de gauche, comme il l'avait été la veille par des députés à l'Assemblée, le ministre de l'éducation a fait valoir de nouvelles statistiques : 85 % des établissements où les élèves de 1^{re} ont composé n'ont pas connu de perturbations (« rien de majeur, en tout cas », précise-t-on dans l'entourage du ministre). Plus de 1 million de copies – sur 1,7 million attendues – ont d'ores et déjà été numérisées en vue de leur correction.

Mais la démonstration par les chiffres peut-elle suffire à convaincre de la bonne marche de la réforme ? Pour les proviseurs comme pour les enseignants mobilisés qui n'ont cessé de réclamer le report ou l'annulation des E3C, elle a atteint ses limites. Dans leur bouche, la même petite phrase revient : « Les épreuves sont passées,

ça ne veut pas dire que la réforme du bac passe. » D'autant qu'une deuxième session d'E3C est prévue entre avril et mai (la troisième et dernière session n'intervenant qu'à la fin de la terminale).

Deux « camps » se font face

« Au vu de nos remontées, nous pouvons affirmer que 87 % des lycées qui ont composé ont passé le cap des premières épreuves », reconnaît Philippe Vincent, porte-parole du SNPDEN-UNSA, syndicat majoritaire parmi les personnels de direction. Mais les statistiques ne disent pas tout : je ne connais pas d'établissement dont l'équipe de direction ne s'est pas interrogée sur sa capacité à organiser l'examen, souligne ce proviseur à Aix (Bouches-du-Rhône). Et presque la moitié a eu à surmonter des appels à la grève, aux blocages ou au boycott. » Avec parfois des dérapages : quarante-cinq personnels de direction ont été victimes d'insultes, d'agressions ou de menaces, affirme-t-il. « Du jamais-vu », selon lui.

Les enseignants, de leur côté, mettent des mots sur « le pendard » : des menaces de sanctions – voire de dépôt de plainte – agitées par des proviseurs « transformés en cow-boys », souffle-t-on dans l'académie de Bordeaux. Des lycées reconvertis en « mini-centres d'examens, bouclés de l'aube au coucher », raconte-t-on à Marseille. Des policiers appelés « un



peu facilement» en renfort, souligne-t-on à Paris, à Bordeaux, à Rennes, au Mans ou en Seine-Saint-Denis. «*Comment imaginer que l'épisode puisse ne pas laisser de traces?*», s'interroge-t-on dans un camp comme dans l'autre.

Car ce sont bien deux «*camps*» qui se font face, au moins dans les lycées où les tensions ont été les plus vives, avancent les observateurs du paysage scolaire. Dans l'un, on rejette la faute sur des «*professeurs radicalisés*»; dans l'autre, sur une «*hiérarchie zélée*», expression englobant proviseurs, inspecteurs et recteurs. Une crise de la gouvernance? «*Un verrou a sauté avec la crise du bac 2019*, répond Frédéric Rolet, du SNES-FSU, syndicat majoritaire dans les collèges et lycées, *et une fracture durable est en train de s'inscrire sur le terrain*». «*Les réformes à l'œuvre – des retraites au bac en passant par les programmes – se télescopent et provoquent des comportements un peu extrêmes*, analyse un ancien recteur, *avec d'un côté des cadres du système qui n'ignorent pas qu'ils seront jugés à l'aune de leurs résultats académiques, et de l'autre des enseignants traversés par une grande lassitude, et redoutant leur prolétarianisation.*»

«Zéro pointé»

Dans un camp comme dans l'autre, on se rejoint toutefois sur un point : la crainte que la crise actuelle ne pénalise les lycéens. «*Nos élèves ont composé dans des conditions ridicules*, raconte Stéphane, professeur dans un lycée du centre de Marseille. *Ils ont d'abord été accueillis par la police venue les dissuader de bloquer. Puis ils ont été menacés d'un zéro pointé s'ils refusaient d'entrer en classe. Et une fois l'épreuve lancée, plus rien ne tenait la route : les sujets ont été distribués en retard, les élèves discutaient entre eux... Est-ce cela, une épreuve qui se passe bien?*»

Récit peu différent de Larissa, professeure en Gironde : «*Nos lycéens sont entrés dans l'établissement sous l'escorte de gendarmes*, raconte-t-elle. *Mais ensuite, à l'intérieur, ils nous ont raconté qu'ils faisaient un peu ce qu'ils voulaient, couraient dans les couloirs, sortaient leur portable, photographiaient leur copie... ça leur donne le sentiment qu'on veut seulement sauver les apparences. Difficile, après cela, de leur faire croire au sérieux de l'examen!*»

Les projecteurs ne sont braqués «*que*» là où les tensions sont vives, nuance-t-on au ministère de l'éducation. On y rappelle aussi qu'Internet et les réseaux sociaux jouent comme un «*amplificateur de mouvement*». Il n'empêche : même dans les lycées peu habitués à donner de la voix, les personnels disent se sentir «*sur le fil*», «*pressés par le calendrier*», éprouvés par la «*complexité de la réforme*». «*Le crash test est derrière nous, mais le test véritable n'aura lieu que sur le long terme, tout au long de l'année et encore l'an prochain*», témoigne le proviseur d'un grand lycée parisien.

Comme une dizaine de ses collègues de la capitale, il raconte avoir été contraint, face à des «*blocages quotidiens*», de reporter les E3C après les congés de février. Mais il n'exclut pas que «*ça reprenne*». «*Si les épreuves n'ont pas lieu, je laisserai les enseignants expliquer à nos élèves que dans leur lycée, et pas ailleurs, ils devront passer des épreuves supplémentaires de rattrapage en septembre-octobre de l'année de terminale, en plus de toutes celles qui les attendent*, soupire-t-il. *Est-ce qu'ils m'opposeront alors l'argument de la rupture d'égalité?*»

«*Tout ceci est lié à un oxymore originel*, fait observer le proviseur d'un établissement lyonnais où les épreuves ont eu lieu sans obstacle. *Le contrôle continu, c'est tout le contraire d'épreuves ponctuelles. En voulant ménager la chèvre et le chou sans aller au bout de la logique de la réforme [un contrôle*

continu fondé sur les notes des bulletins scolaires], l'institution a posé les jalons de la crise actuelle.»

Pour en sortir par le haut, le ministre serait-il prêt à revenir sur l'oxymore en question pour établir une sorte de contrôle en cours de formation, allégeant considérablement l'organisation des épreuves? Devant la presse, jeudi 6 février, Jean-Michel Blanquer s'est dit prêt à «*faire évoluer*» les E3C pour leur deuxième session «*dans le sens de la simplicité*». Il donnerait ainsi des gages aux proviseurs du SNPDEN, mais prendrait le risque de se mettre à dos le SNES, attaché à des épreuves dites nationales.

D'autres pistes ont commencé à circuler : report du calendrier, ouverture à tous de la «*banque nationale de sujets*»... Le comité de suivi de la réforme du lycée doit remettre ses préconisations à la mi-mars. «*Nous verrons ce qu'il en sort*», se borne-t-on à commenter dans l'entourage de M. Blanquer. ■

MATTEA BATTAGLIA

« Les épreuves sont passées, ça ne veut pas dire que la réforme du bac passe », disent proviseurs et enseignants

Les contours du « grand oral » dévoilés

L'épreuve orale du baccalauréat réformé, présentée en terminale avec les autres épreuves finales, durera vingt minutes, selon deux notes de service dont l'agence d'information spécialisée AEF a révélé le contenu. Précédé de vingt minutes de préparation, ce « grand oral » s'effectuera en trois étapes : cinq minutes de présentation sur l'une des deux questions que le candidat aura élaborées au cours de l'année, en lien avec ses enseignements de spécialité ; dix minutes d'échange sur le sujet et les spécialités ; enfin, cinq minutes sur son projet d'orientation. La première session aura lieu en 2021. Les épreuves finales – grand oral, philosophie, les deux spécialités et le français en classe de 1^{re} – compteront pour 60 % de la note globale. Les épreuves de contrôle continu pour 30 %, et les notes sur les bulletins, pour 10 %.



Manifestation contre les épreuves de contrôle continu, devant un lycée à Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine), le 20 janvier. DAMIEN MEYER/AFP